

partie, le droit à l'autodétermination nationale va tellement de soi que les pays membres sont libres d'établir des relations avec d'autres pays, y compris des pays socialistes. La doctrine du Commonwealth socialiste est la négation même du principe de non-intervention reconnu par la Charte des Nations Unies. Elle est particulièrement inquiétante à cause des répercussions possibles sur les tentatives de rapprochement et l'unification finale des deux secteurs de l'Allemagne. Dans cette optique, les ministres ont confirmé que leurs gouvernements soutenaient la décision prise par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France de protéger la sécurité de Berlin et de maintenir la liberté d'accès à la ville. Cette partie du communiqué représente une réaffirmation d'engagements déjà pris par le Canada.

Les ministres ont admis que les incertitudes s'étendaient au bassin méditerranéen et que le récent déploiement d'activité soviétique dans cette région exige une vigilance constante afin que la sécurité de l'Alliance ne soit pas atteinte. Il a été entendu aussi que les membres de l'OTAN doivent continuer à chercher inlassablement des solutions politiques aux problèmes de la région afin d'assurer son évolution pacifique.

De l'avis des ministres, l'action soviétique en Tchécoslovaquie n'était pas un défi direct à l'OTAN mais en revanche on avait des doutes sur les futures intentions des Soviétiques. Le communiqué a donc réaffirmé que leurs gouvernements défendraient les membres de l'Alliance contre une attaque armée, conformément au Traité de l'Atlantique Nord. Il notait aussi qu'une intervention soviétique, influant directement ou indirectement sur la situation en Europe ou dans la région méditerranéenne, créerait une crise internationale lourde de conséquences.

On a jugé qu'en raison des récents événements survenus en Europe orientale, il serait désirable d'apporter certaines améliorations aux Forces militaires dont dispose l'OTAN. La nature et la portée de ces améliorations ont été discutées au Comité des Plans de Défense et le ministre de la Défense nationale vous donnera de plus amples détails sur ces délibérations.

Je désire mentionner toutefois que les améliorations restreintes envisagées pour les Forces de l'ONU ne peuvent, même par un effort d'imagination, être considérées de nature provocative ou comme une escalade de l'armement. Leur objectif militaire immédiat est d'aider l'Alliance à faire face à l'incertitude des temps qui suivent les récentes opérations en Tchécoslovaquie. Par ailleurs, elles ont servi la politique de longue portée en démontrant aux chefs soviétiques que le recours à la force était stérile pour résoudre des problèmes européens, que la réaction inévitable à cela compliquerait au lieu de faciliter la solution des problèmes actuels ou futurs.

Ayant approuvé le besoin de maintenir des moyens de défense appropriés, les ministres ont tenu à préciser que leurs gouvernements continuent d'accepter la détente comme le but à long terme de l'Alliance. On a reconnu que le geste de l'Union soviétique en Tchécoslovaquie avait sérieusement ébranlé l'espoir de régler les grands différends qui divisent l'Europe, mais on a reconnu également que la résolution de ces différends de même que le progrès dans le domaine